



## «Les Algériens devraient comprendre que ces groupes pourraient mener l'Algérie vers le chaos»

Par [Ahmed Bensaada](#) et [Kamal Louadj](#)

Mondialisation.ca, 14 avril 2021

[sputniknews.com](https://sputniknews.com) 13 avril 2021

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Désinformation médiatique](#),  
[Services de renseignements](#)

Dans un entretien à Sputnik, le Dr Ahmed Bensaada, auteur et analyste politique algérien, explique qui sont les parties désignées par le communiqué du Haut conseil de sécurité comme menant «des actes subversifs» et «séparatistes». Selon lui, «les Algériens devraient comprendre que ces groupes pourraient mener l'Algérie vers le chaos».

Depuis le 22 février, à l'occasion du deuxième anniversaire du début du Hirak en Algérie, les marches populaires hebdomadaires des vendredis et mardis (sortie des étudiants) ont repris dans plusieurs villes du pays, dont la capitale Alger, après près d'une année de suspension à cause de l'épidémie de Covid-19.

Ce qui est marquant dans ces manifestations, ce sont les slogans virulents à l'égard de l'Armée nationale populaire (ANP) et des services de renseignement: «État civil et non militaire», «Les services de renseignement sont des terroristes, à bas la mafia militaire» ou encore «Tebboune a été installé par les militaires, il n'est donc pas légitime, le peuple va se libérer et fondera un État civil». Des messages qui contrastent nettement avec ceux scandés durant les premiers mois du Hirak en 2019. Les Algériens ont crié haut et fort «L'armée et le peuple sont des frères».

Dans ce contexte, sous la présidence du chef de l'État Abdelmadjid Tebboune, le Haut conseil de sécurité (HCS) qui s'est réuni mardi 6 avril «s'est penché sur les actes subversifs et les graves dérapages émanant de milieux séparatistes et de mouvances illégales proches du terrorisme qui exploitent les marches hebdomadaires», indique un communiqué de la présidence de la République relayé par l'agence Algérie presse service (APS).

Pour en savoir plus sur cette question, notamment sur les parties désignées par ce communiqué, Sputnik a sollicité le Dr Ahmed Bensaada, auteur et analyste politique, [spécialiste des révolutions colorées et des ONG](#).

### Qui sont les organisations pointées par le HCS?

«Le communiqué du Haut conseil de sécurité a pointé plusieurs groupes qui ont profité du Hirak algérien pour s'y greffer et faire passer leur agenda politique», affirme le Dr Bensaada qui précise que «parmi ces groupes, nous comptons premièrement ceux que j'ai qualifiés dans plusieurs de mes contributions d' »ONGistes « [...]. Ces personnes qui se font passer pour des démocrates, mais qui sont en réalité financées par des officines étrangères».

Il souligne que «ces ONG ont des agendas qui ne sont pas les leurs, mais ceux de leurs bailleurs de fonds, notamment étasuniens, français et européens, dont le but est de déstabiliser l'Algérie».



© SPUTNIK . TAREK HAFID

[[Les législatives en Algérie sont l'occasion pour «l'émergence d'une nouvelle classe politique»](#)]

Dans une contribution intitulée «[L'Algérie face à l'Union européenne et ses lobbys](#)» publiée en décembre 2020 par la chaîne RT France sur son site internet, Ahmed Bensaada cite à titre d'exemples des ONG algériennes très actives dans le Hirak, à savoir la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADDH), le Collectif des familles de disparus en Algérie (CFDA), le Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (SNAPAP) et enfin le Rassemblement action jeunesse (RAJ). Selon lui, toutes ces ONG ont été ou sont encore financées par la principale organisation étasunienne en charge de l'exportation de la démocratie: [la NED \(National Endowment for Democracy\)](#).

## Les séparatistes

Par ailleurs, le Dr Bensaada explique que parmi ceux désignés par le HCS, «il y a également les mouvements séparatistes, dont le plus en vue est le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie (MAK), basé en France, qui a repris du poil de la bête à l'occasion du Hirak».

«Il s'est introduit dans le Hirak et sa voix a été très médiatisée par certains médias étrangers, mais aussi à l'intérieur de certaines coalitions de circonstance», ajoute-t-il, précisant que «le MAK a profité de l'occasion pour faire avancer ses thèses séparatistes, ce qui est complètement inadmissible pour la préservation de l'intégrité territoriale de l'Algérie et de sa souveraineté nationale».

Dans une vidéo publiée sur YouTube, Ferhat Mehenni, président du MAK et chef du Gouvernement provisoire kabyle (GPK) autoproclamé en 2013 sous la forme d'une association formée par le Mouvement pour l'autodétermination de la Kabylie à Paris, répond

au communiqué du HCS. M.Mehenni, qui dément la participation du MAK au Hirak en Algérie, rappelle le projet de son mouvement dans des termes on ne peut plus clairs. Il avertit par ailleurs le pouvoir algérien, qu'il qualifie de «puissance coloniale de la Kabylie», que s'il s'entête à refuser l'idée d'un référendum, «la prochaine génération prendra les armes pour faire valoir ce droit», espérant cependant que ce scénario ne se réalise pas.

M.Mehenni avait appelé dans une courte vidéo publiée de Londres le 4 juin 2018 les Kabyles à constituer des forces de sécurité destinées à se substituer aux forces algériennes.

«Donc pour que cette indépendance devienne réalité, j'appelle la Kabylie, j'appelle le peuple kabyle à accepter de bonne grâce et en toute conscience la mise sur pied d'un corps de contrainte, d'une organisation de sécurité de la Kabylie», lançait-il alors.

## Quid des organisations islamistes?

Enfin, l'expert affirme qu'outre ceux déjà cités, la note du HCS pointe également «les islamistes, mais pas n'importe lesquels [...]. Il s'agit de ceux qui sont à l'étranger et qui font partie de l'ex-Front islamique du salut (FIS) dissout», jugeant que «ces personnes ont eu un rôle dans la décennie noire du terrorisme des années 1990, une page sombre de l'histoire contemporaine algérienne».

Dans le même sens, le Dr Bensaada explique qu'il a été montré que «ces personnes [dont ceux faisant partie du mouvement Rachad présent à Londres, à Genève et Paris, ndlr] sont proches de la nébuleuse islamiste djihadiste internationale, regroupée sous l'enseigne de Motamar El Oumma [le Congrès de la Nation (musulmane) basé en Turquie, ndlr]».

Dans une vidéo publiée sur la page Facebook de Rachad, Mourad Dhina, un des dirigeants du mouvement, évoque également le communiqué du HCS, niant en bloc «tout recours à la violence», accusant le pouvoir de vouloir «diaboliser le Hirak» et d'être «la source de la violence, de l'illégitimité» et des pratiques «mafieuses», pointant notamment l'arrestation de dizaines de militants.

Cependant, il y a lieu de rappeler que lors d'une interview réalisée par une chaîne française dans le cadre d'un reportage sur la décennie noire en Algérie, Mourad Dhina, présenté comme un membre actif au sein des réseaux du FIS à l'étranger, déclare en réponse à une question sur les assassinats de journalistes et d'intellectuels algériens que «personne n'a pleuré nos morts parmi ceux-là».

«Certains ont choisi une voie de confrontation, une voie de provocation d'une jeunesse, et qu'ils ont payé le prix. Que ces intellectuels de gauche aient le courage d'assumer leur action, qu'ils disent « nous nous sommes engagés dans une guerre et que certains d'entre nous ['] ont payé de leur vie ». Qu'ils en fassent des martyrs pour eux!».

Selon lui, la chaîne n'a rapporté qu'une partie de sa déclaration dans laquelle il dénonçait tous les assassinats des citoyens algériens. Mais à ce jour, il n'a pas attaqué le média en question pour déformation de propos.

M.Dhina a affirmé à plusieurs reprises avoir rejoint le FIS en 1992 suite à l'arrêt du

processus électoral qu'il qualifie «de coup d'État» ayant ouvert la porte «à la décennie noire». D'après lui, en 2002, il a été désigné par le congrès du FIS comme chef du bureau exécutif national provisoire, avant de démissionner du parti en 2004. Lors de son arrestation en janvier 2012 à Paris sur la base d'un mandat d'arrêt international émis par les autorités algériennes, [une pétition signée par des dizaines d'intellectuels et journalistes algériens](#) appelant à le juger «pour ces crimes» et l'accusant d'avoir été «membre fondateur du Front islamique pour le djihad armé (Fida) responsable de l'assassinat de centaines de journalistes, intellectuels, syndicalistes et personnalités politiques algériens», selon le texte publié par le journal Liberté. Mourad Dhina a été libéré par la justice française et n'a pas été extradé en Algérie.

## Les liens avec Motamar El Oumma

L'autre figure dirigeante du mouvement Rachad est le diplomate dissident Mohamed Larbi Zitout, actuellement établi à Londres. Ce dernier s'affiche publiquement dans les réunions de Motamar El Oumma en Turquie. Cette organisation dirigée par un théologien koweïtien, Hakem al-Mutairi, compte dans ses rangs des djihadistes notoires ayant sévi en Syrie, tels que le Koweïtien Hajjaj El Ajmi et l'Émirati Hassan al-Duqqi. Ces trois derniers sont accusés de financement du terrorisme dans ce pays, notamment le Front al-Nosra\*.

[pic.twitter.com/1XPLmxoffM](https://pic.twitter.com/1XPLmxoffM)

— Kamal Louadj (@LouadjSputnikFR) [April 13, 2021](#)

Mohamed Larbi Zitout, connu pour avoir publiquement soutenu l'intervention de l'Otan en Libye, a participé à plusieurs rencontres, dont celle intitulée «La colonisation russe de la Syrie et ses implications sur la sécurité arabe et islamique». Comme le montre la vidéo de son allocution, il considère que la Russie a aidé Bachar el-Assad à se maintenir au pouvoir, car sa chute allait avoir «des conséquences directes sur la présence coloniale russe dans les anciennes Républiques soviétiques de confession musulmane, et sur les musulmans russes surtout».

[pic.twitter.com/cQa01zZ66r](https://pic.twitter.com/cQa01zZ66r)

— Kamal Louadj (@LouadjSputnikFR) [April 13, 2021](#)

Dans une autre vidéo, il explique que lorsque les pays arabes seront libérés des pouvoirs nationalistes «dictatoriaux», tous les musulmans de ces pays soutiendront leurs «frères» en Asie centrale qui sont «sous domination russe».

«sous domination russe».

Enfin, le Dr Ahmed Bensaada assure que «ces groupes qui ont infiltré le Hirak utilisent des éléments de langage qui poussent à la confrontation avec les forces de l'ordre, ce qui pourrait dégénérer vers une situation semblable à celle que nous avons vue en Libye ou en Syrie». «Les Algériens devraient comprendre que tous ces groupes avec leurs agendas pourraient mener l'Algérie vers le chaos», conclut-il.

*\*Organisations terroristes interdites en Russie*

La source originale de cet article est [sputniknews.com](http://sputniknews.com)

Copyright © [Ahmed Bensaada](#) et [Kamal Louadj](#), [sputniknews.com](http://sputniknews.com), 2021

---

Articles Par : [Ahmed Bensaada](#)  
et [Kamal Louadj](#)

A propos :

Ahmed Bensaada est docteur en physique, enseignant, auteur et essayiste. Il est l'auteur de "Arabesque américaine : le rôle des États-Unis dans les révoltes de la rue arabe" (2011), premier livre publié sur le "printemps" arabe . Il est aussi coauteur de "La face cachée des révolutions arabes" (2012) et "Le développement économique de l'Algérie: expériences et perspectives" (2011). Ahmed Bensaada est aussi auteur de nombreux ouvrages pédagogiques pour l'enseignement des sciences. Il est lauréat, entre autres, du prix du Premier Ministre du Canada pour l'excellence dans l'enseignement. Contact: [www.ahmedbensaada.com](http://www.ahmedbensaada.com)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)